

Enquête publique

Dans la perspective du schéma d'aménagement foncier
Commune Urbaine de Téra

Tome III : Eléments de visions et axes d'interventions

Eléments de visions et axes d'interventions



Adopté par le conseil communal

Lors de sa séance
du

Sous la délibération
N°

**Le Président du
Conseil communal**

Septembre 2009

REMERCIEMENTS

La réalisation du présent document est le fruit de la collaboration des COFOCOM de Diagourou et de Téra accompagnées par la COFODEP de Téra et le Secrétariat Permanent National du Code Rural. Cette collaboration relève de leur volonté réciproque de sécurisation foncière et de prévention des conflits. La Coopération Nigéro-allemande en tant que partenaire technique et financier a facilité la concrétisation de ces engagements par tous les efforts qu'elle a su déployer au bénéfice des citoyens de Téra et de Diagourou. Ces appuis n'ont pu se réaliser qu'avec la patience de tous les acteurs qui ont permis la réalisation d'un processus autoporté par les COFOCOM. Ce processus plein d'enseignements de par son caractère novateur a permis aux différents acteurs communaux de se concerter pleinement sur le devenir de leurs activités rurales.

Il est ici le lieu de remercier l'ensemble des acteurs impliqués par la confiance et le soutien constant aux équipes d'intervention sur le terrain.

Ces remerciements vont aussi aux différentes structures du code rural du niveau national au niveau local qui de part leur appuis multiformes ont alimenté la réalisation de cette expérience qui opérationnalise des orientations de la République du Niger.

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANEB	:	Association Nationale des Exploitants de Bois
APOR	:	Actions Pour la Promotion des Organisations Rurales
AREN	:	Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger
COFO	:	Commission Foncière
COFOB	:	Commission Foncière de Base
COFOCOM	:	Commission Foncière Communal
COFODEP	:	Commission Foncière Départementale
DP	:	Diagnostic Participatif
GAJEL	:	Groupement d'Action culturelle et de développement des Jeunes Éleveurs
Ha	:	Hectare
LUCOP	:	Programme Nigéro-allemand de Lutte Contre la Pauvreté
LUCOPTI	:	Programme Nigéro-allemand de Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri
MARP	:	Méthode Accélérée de Recherche Participative
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PCA GRN	:	Plan Communal d'Action de Gestion des Ressources Naturelles
PDC	:	Plan de Développement Communal
PTF	:	Partenaire Technique et Financier
RGP	:	Recensement Général de la Population
SAF	:	Schéma d'Aménagement Foncier
SDR	:	Stratégie de Développement Rural
SG	:	Secrétaire Général
SIFC	:	Système d'Information Foncier Communal
SLG	:	Structure Locale de Gestion
SPCR	:	Secrétariat Permanent National du code Rural
SRP	:	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
TDR	:	Termes de Références

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	2
SIGLES ET ABREVIATIONS	3
RESUME	5
INTRODUCTION.....	6
METHODOLOGIE	9
I. ELEMENTS DE VISIONS DES DIFFERENTES PRATIQUES RURALES.....	12
1.1 Vision sur les pratiques agricoles	12
1.1.1 Contraintes liées au développement de l'agriculture	12
1.1.2 Opportunités de l'agriculture	13
1.1.3 Vision du développement des pratiques agricoles	13
1.2 Visions sur les pratiques d'élevage	14
1.2.1 Contraintes liées au développement de l'élevage	14
1.2.2 Opportunité de l'élevage.....	14
1.2.3 Vision liées au développement des pratiques d'élevage	15
1.3 Visions sur les autres pratiques.....	15
1.3.1 Contraintes liées au développement des autres pratiques	15
1.3.2 Opportunités des autres pratiques.....	16
1.3.3 Vision du développement des autres pratiques.....	16
II. SYNTHESSES ET AXES D'INTERVENTION SUR LES DYNAMIQUES SOCIO	
FONCIERES	17
2.1 Champs et environnement	17
2.2 Champs et sécurisation des ménages	18
2.3 Pratiques agricoles	19
2.4 Pratiques d'élevages	19
2.5 Autres pratiques	20
2.6 Relations conflictuelles autour des champs	20
CONCLUSION/RECOMMANDATION	21

RESUME

Dans la commune urbaine de Téra, la gestion foncière actuelle se fait principalement dans le cercle familial avec une très faible pénétration des aspects financiers. Les dynamiques foncières sont donc relativement sécurisantes pour les producteurs, comme le démontre le recours à la jachère et aux cultures de case. La dynamique foncière de la commune de Téra constitue une base sûre pour la promotion de l'agriculture et de l'élevage.

L'enquête confirme que l'élevage, l'agriculture et les autres pratiques participent pleinement à l'économie des familles par l'autoconsommation, mais aussi à l'économie locale par la mise en marché d'une part plus ou moins importante des différentes productions.

L'analyse de la dynamique sociale autour des pratiques d'agriculture, d'élevage et autre montre que dans la commune urbaine de Téra, les principales préoccupations sont la gestion du cheptel autour des cultures, le respect des clauses de prêts et des limites de champs. Le dispositif institutionnel mis en place par la commune se doit de mieux accompagner la cohabitation entre l'agriculture et l'élevage et le respect des limites des champs en sécurisant les prêts.

Ainsi les principales options de développements issues de l'analyse croisée des contraintes, potentialités, opportunités et visions de développement sont l'intégration des pratiques, L'amélioration de la mobilisation, la gestion et la valorisation des eaux de surface et la gestion rationnelle des ressources foncières.

Ces options de développement complètent et précisent le PDC de la commune sur ses aspects ruraux.

INTRODUCTION

Au Niger, la situation des ressources naturelles préoccupe les Autorités du Pays depuis plus de trente ans. C'est ainsi que plusieurs débats et séminaires nationaux, notamment ceux portant sur les stratégies d'intervention en milieu rural à Zinder en Novembre 1982, le débat national sur la désertification à Maradi en mai 1984 et le débat national sur l'élevage à Tahoua en avril 1985. Ainsi les constats suivants ont été relevés :

- La rareté des superficies cultivables ;
- L'appauvrissement du capital terre et la diminution ou la disparition pure et simple de la jachère ;
- La remontée des cultures vers les terres pastorales du Nord et la diminution conséquente des espaces pastoraux ;
- L'insécurité foncière et les risques de conflits et de structures adéquates de sécurisation et d'exploitation rationnelle des ressources naturelles.

C'est à partir de ces constats que les Autorités ont décidé de mettre en place un dispositif dynamique de gestion des ressources naturelles : le code rural. Ce dernier, constitué d'un ensemble de textes législatifs et réglementaires et des structures pour leur mise en œuvre a vu le jour en 1993 par l'adoption des Principes d'Orientation du Code Rural et l'installation progressive de son dispositif, notamment basé sur les Commissions Foncières (COFO).

En 2004, la mise en place des 265 communes concrétise le démarrage de la décentralisation au Niger. Cette décentralisation permet au Code Rural d'enrichir son dispositif institutionnel, en créant les COFO Communale (Cofocom).

Dans la Commune urbaine de Téra, la situation préoccupante des ressources naturelles se traduit par :

- Un déboisement excessif et une diminution accélérée des ressources fauniques ;
- L'appauvrissement du sol qui réduit le rendement des cultures occasionnant une situation de déficit alimentaire chronique ;
- L'amenuisement des espaces de pâturages et l'obstruction des couloirs de passage, qui perturbent les pratiques d'élevage ;
- L'augmentation des conflits fonciers, liés à une utilisation de plus en plus intensive des espaces et ressources naturelles.

Depuis l'installation officielle de la COFOCOM en 2006, la collectivité inscrit chaque année sur son budget, une ligne pour les activités de la COFO. Ceci lui a permis, entre autre, de mettre en place, former et équiper l'ensemble de ses villages administratifs de commissions foncières de base (COFOB).

Les COFOCOM de Téra et Diagourou se dotaient rapidement de plans d'actions qui présentent de grandes similitudes dont entre autres, la sensibilisation des populations sur les enjeux fonciers locaux et la définition de règles consensuelles de mise en valeur des espaces et ressources naturelles dans l'optique de la prévention des conflits.

Les PDC des deux communes, notamment à travers les monographies, présentent et analyse les connaissances générales des réalités communales notamment dans le domaine des infrastructures et services. Néanmoins elles ont souhaité approfondir leurs connaissances et compréhension des potentiels et contraintes liés à la mise en valeur des espaces et ressources naturelles afin de préciser, à l'échelle de la commune, leurs axes d'interventions dans le secteur GRN.

C'est dans ce contexte et compte tenu de la forte imbrication des deux communautés pour l'exploitation des espaces et ressources naturelles que les deux COFOCOM ont engagé depuis 2007 avec l'appui de la COFODEP un processus de concertation en vue de mettre en place une synergie d'actions, basée sur une large et régulière concertation avec les populations communales.

Bénéficiant aussi de l'encadrement du Secrétariat Permanent National du Code Rural et du soutien des partenaires (LUCOP, APOR, SNV et PADET), cette idée fut développée grâce à l'engagement des deux responsables communaux. Basé sur un processus participatif d'enquête publique, le travail amorcé par les deux communes doit permettre d'élaborer un document contribuant à l'élaboration d'un « Schéma d'Aménagement Foncier (S.A.F) ». Cette initiative cadre parfaitement avec les orientations nationales de développement rural notamment la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de Pauvreté (SRP), la Stratégie de Développement Rural (SDR), mais aussi et surtout la mise en œuvre du Code Rural sur le terrain.

Au-delà de l'inventaire des espaces, cette initiative s'intéresse aux pratiques, règles d'exploitation et conflits qui en résultent. Elle permet d'élaborer et préciser une vision prospective pour les différentes pratiques rurales. Vision qui doit permettre aux deux

communes de faciliter les prises de décisions objectives et argumentées en matière de développement rural.


Les résultats de l'enquête publique ont abouti à la production de quatre documents complémentaires :

- Tome 1 : consolidation des données issues du diagnostic participatif des pratiques rurales ;
- Tome 2 : recueil cartographique qui fixe la présentation de la commune et les éléments caractéristiques des dynamiques foncières, agraires et sociales ;
- Tome 3 : éléments de visions et axes d'interventions ;
- Tome 4 : annexes qui détaille la démarche méthodologique et les différents outils utilisés.

Toute nouvelle production d'informations à l'échelle de la commune permettra d'une part d'enrichir le système d'information communal et d'autre part d'améliorer les capacités de décisions des acteurs communaux.

METHODOLOGIE

Le processus d'enquête publique dans la perspective des schémas d'aménagement foncier s'inscrit dans la volonté des COFO de Téra et de Diagourou d'asseoir un processus de gestion optimale et consensuelle des ressources naturelles. Ainsi, il doit permettre aux populations (1) d'être plus conscientes, actives et responsables dans le processus de gestion durable de leurs ressources naturelles et (2) de développer une dynamique de cohabitation paisible et pérenne autour des différentes pratiques rurales. Il vise aussi à renforcer les capacités des structures du Code Rural à jouer pleinement leurs rôles dans l'animation des populations sur les enjeux fonciers locaux.



ENGAGEMENT
des COFOCOM
de Téra et Diagourou et
de la COFODEP

Le travail d'inventaire des espaces et ressources naturelles s'inscrit dans la volonté des COFO d'asseoir un processus de gestion optimale et consensuelle des ressources naturelles.

Il doit permettre aux populations :

- > d'être plus conscientes, actives et impliquées dans le processus de gestion durable de leurs ressources naturelles.
- > de développer une dynamique de cohabitation paisible et exemplaire, pour les autres populations.

Il doit aussi permettre :

- > de connaître, matérialiser et sécuriser les espaces et ressources naturelles nécessaires à leurs activités,
- > d'en clarifier les vocations, modalités d'accès et d'utilisation.

Pour cela les COFO recommandent :

- > d'accélérer l'opérationnalisation des COFOB dans les communes.
- > de documenter régulièrement les résultats du processus.

Fait à Téra le 21 mars 2008

Des rencontres de travail organisées depuis juillet 2007 ont permis de définir la démarche méthodologique ayant conduit à la réalisation d'une large enquête publique et à sa valorisation. Des points réguliers ont été faits en vue de définir les modalités et principes de mise en œuvre des différentes activités. Des TDR et Budgets ont été élaborés par les COFOCOM avec l'appui des équipes du LUCOP. Cette démarche concrétise la stratégie d'appui du LUCOP qui vise à ce que les communes assument pleinement leurs rôles de maître d'ouvrage et les COFO leurs rôles de maître d'œuvre du processus de sécurisation foncière. A ces rencontres, chaque COFO est représentée par 5 à 6 personnes. Seules les étapes de collecte, traitement et validation des informations et élaboration des premiers drafts de rapport ont fait l'objet d'un appui financier du partenaire.

Quatre centres de regroupements (Téra, Beygorou Tondo, Tourikoukèye et Taka) ont été retenus afin d'assurer une collecte d'information beaucoup plus participative. Les 23 villages et quartiers administratifs ont été répartis dans chacun de ces centres. L'enquête publique a

touché durant deux jours dans chacun des centres, dix participants par village. Ces délégués correspondent au profil type des membres des COFO de base (chef de village, représentants des utilisateurs).

Ainsi ce sont plus de 230 participants qui ont contribué à la collecte de l'information.

Dans ce cadre des questionnaires qualitatifs et quantitatifs (annexe) ont été administrés par les membres des COFODEP et COFOCOM. Cette importante collecte d'information était structurée autour des connaissances (1) de l'état des espaces et ressources utilisées pour les différentes pratiques, (2) des règles de mise en valeur et (3) identification des enjeux et visions sur l'évolution des différentes pratiques.

Ces données déclaratives couvrent aussi bien des éléments quantitatifs (taille des champs, des troupeaux, volumes de productions, nombre de conflits, etc.) que des données qualitatives (types des conflits, tendance de l'évolution des différentes pratiques, etc.). De nombreux commentaires et anecdotes ont été consignés tout au long de l'enquête. Les données recueillies sont transcrites sur des fiches de collectes et/ou des cahiers. De nombreuses cartes « type MARP » ont été dressées par les différents groupes de travail.

Un premier document de synthèse a été élaboré par les membres des COFO. Ce travail manuscrit n'a pas permis d'optimiser l'exploitation des données collectées. D'un commun accord entre les différentes parties, il a été décidé de s'adjoindre l'aide d'une personne ressource afin de consolider les différentes données, notamment par la production de cartes et graphiques qui facilitent la lecture et la synthèse des informations recueillies. Pour cela l'ensemble des données a été saisi dans le tableur Excel pour en faciliter l'exploitation et la mise en forme. De plus les cartes thématiques sous zonales ont été synthétisées à l'échelle de la commune sur du papier kraft, puis peintes sur une toile de 3 mètres / 3. Parallèlement un système d'information géographique a été mis en place par le service cartographie/SIG du SPCR, ce qui a permis la production de plusieurs cartes.

Une séance de travail avec la COFOCOM a permis d'amender et valider les résultats issus du traitement des données et / ou de noter certaines informations complémentaires pour mieux caractériser et comprendre les dynamiques des différents villages.

Tout au long du processus, des restitutions régulières ont été faites avec le Conseil Municipal afin de faciliter la compréhension du processus et d'obtenir l'adhésion d'un maximum d'acteurs impliqués dans le développement communal.

Il faut relever que certaines données quantitatives n'ont pas été retenues comme fiables lors de la validation par la COFOCOM notamment celles relatives aux prix de vente, rendements. Ces données ont été exclues de l'analyse. D'autres données



quantitatives, dont la qualité reste à améliorer comme surfaces des champs, taille des troupeaux, etc. ont été retenues, car leur utilisation permet tout de même de situer des niveaux plus ou moins représentatifs des réalités communales. Par contre les données qualitatives et/ou de tendance sont beaucoup plus fiables et constituent de fait la base essentielle de l'analyse des dynamiques socio foncières et des pratiques rurales.

Ainsi la référence aux 23 villages administratifs et quartiers de la commune n'est pas systématiquement utilisée pour l'analyse de toutes données, car celles qui n'étaient pas correctement renseignées, ont été supprimées afin d'assurer une meilleure fiabilité des informations traitées. Les données consolidées sont présentées dans ce tome 1 qui constitue le rapport diagnostic articulé autour de la connaissance de (1) la commune, (2) des dynamiques foncières, (3) des dynamiques agraires et (3) des dynamiques sociales.

I. ELEMENTS DE VISIONS DES DIFFERENTES PRATIQUES RURALES

L'analyse et la compréhension des dynamiques foncières, agraires et sociales de la commune urbaine de Téra ont permis de dégager les différents défis majeurs en terme de développement des pratiques rurales. Les contraintes et opportunités liées à ces pratiques ont été analysées. Sur la base de cette analyse, des visions de développement ont été dégagées dans la perspective d'asseoir une gestion durable des ressources naturelles et une dynamique de cohabitation consensuelle et pérenne entre les différents utilisateurs.

Les dynamiques foncières et sociales sont des éléments structurels des différentes pratiques rurales. Pour cela, les éléments de vision du développement se focalisent sur les pratiques (1) agricoles, (2) élevage, (3) autres pratiques qui à travers leur analyse renseignent les dynamiques foncières et sociales.

Vision sur les pratiques agricoles

L'agriculture constitue la principale activité économique des populations de Téra. Cette activité rencontre assez de contraintes qui freinent son développement. Néanmoins des opportunités existent et méritent d'être mieux exploités.

Contraintes liées au développement de l'agriculture

Les principales contraintes au développement de l'agriculture sont relatives à la gestion de l'eau, de la fertilité des sols, les attaques des ennemis des cultures et la faiblesse des techniques culturales utilisées. Elles constituent les causes de l'insécurité alimentaire chronique de la population de la commune.

Les plus citées pendant les travaux de l'enquête publique sont :

- L'insuffisance et mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace ;
- L'insuffisance des eaux d'irrigation ;
- L'ensablement des points d'eau ;
- L'insuffisance des moyens d'exhaure ;
- La pauvreté et dégradation des sols ;
- La rareté des sites aménagés ;
- L'insuffisance de protection des sites maraîchers ;
- La faible organisation des producteurs ;

- L'envahissement des champs par les plastiques ;
- La présence des ennemis de culture ;
- La difficulté d'accès aux intrants agricoles ;
- L'insuffisance dans l'encadrement des producteurs ;

Opportunités de l'agriculture

La commune regorge d'importantes potentialités qui, si elles sont bien valorisées, peuvent contribuer à l'amélioration significative de la sécurité alimentaire et des revenus des populations. Ces potentialités sont entre autres :

- Le potentiel en terres de culture et en terres irriguées
- La disponibilité de la main d'œuvre (population jeune).
- La volonté manifeste des producteurs
- La présence des Partenaires au développement
- L'existence des débouchés (les marchés, le centre urbain de Téra).

Vision du développement des pratiques agricoles

L'agriculture constituera dans les 20 prochaines années, une activité socioéconomique structurante pour la majeure partie des populations de la commune. Néanmoins, elle doit évoluer pour faire face aux nouveaux défis liés à l'évolution du contexte caractérisé par les aléas climatiques, la pression foncière croissante et la poussée démographique.

Ainsi, le système pluvial restera prédominant en terme de surface mises en valeur même si sa marge d'intensification est relativement réduite. Les cultures irriguées, devront quand à elles s'intensifier là où elles sont possibles, la multiplication des surfaces irrigables étant le plus souvent limité par les difficultés d'accès à l'eau.

Quelque soit le système de production agricole (pluvial et irrigué), une parfaite maîtrise des eaux, souterraines et de surfaces, s'avère primordiale. De même les champs et jardins doivent progressivement redevenir des espaces d'intégration des différentes pratiques agricoles, pastorales et sylvicoles où les arbres jouent un rôle important. Dans ce cadre les systèmes de production et de commercialisation devront être de plus en plus performants, ce qui nécessite la mise en place d'un accompagnement performant des producteurs agricoles.

Visions sur les pratiques d'élevage

L'élevage est la seconde activité économique de la commune. Il rencontre de multiples difficultés qui freinent son épanouissement, malgré les nombreuses opportunités du milieu.

Contraintes liées au développement de l'élevage

Les principales contraintes liées au développement de l'élevage sont relatives à l'accès aux ressources pastorales, aux difficultés de mobilité et à la monétarisation des ressources, mais aussi à une faible organisation des éleveurs en vue d'obtenir des services de qualité et d'améliorer leur intégration au marché.

Les contraintes les plus citées sont :

- L'insuffisance des ressources fourragères et hydrauliques,
- L'insuffisance et la non matérialisation de couloirs de passage et des pistes de transhumance.
- Le ramassage abusif de la paille
- L'existence des maladies contagieuses
- L'insuffisance du personnel d'encadrement et des moyens logistiques.
- Le coût élevé et l'accès difficile des aliments à bétail et les produits zootechniques
- L'ingestion des déchets non biodégradables (plastiques, fils à nylon, etc.)
- Les chacals et les chiens errants
- Le vol de bétail

Ces difficultés entrave son développement malgré les nombreuses opportunités du milieu.

Opportunité de l'élevage

Pour l'amélioration des pratiques d'élevage dans la commune, les opportunités suivantes ont été mentionnées :

- L'existence d'enclaves et massifs forestiers servant d'aires de pâturage.
- L'existence d'importants marchés à bétail
- L'existence des infrastructures d'élevage (parc de vaccination, abattoir).
- L'existence de deux dépôts vétérinaires
- L'existence des organisations d'éleveurs (AREN, GAJEL ...)
- La présence des partenaires au développement appuyant le secteur.

Vision liées au développement des pratiques d'élevage

L'élevage restera dans les 20 prochaines années, une activité complémentaire à l'agriculture dans la commune de Téra. Cependant son développement sous ses différentes formes, transhumant, villageois et embouche nécessite la mise en œuvre d'activités en vue d'améliorer le disponible fourrager à travers une définition plus précise des vocations et des règles d'usage des espaces et ressources naturelles.

L'élevage transhumant, compte tenu de la diminution des ressources fourragères au niveau des zones d'accueil, des tracasseries administratives dont sont victimes les bergers à l'étranger, l'insécurité, etc. ne semble pas être un type d'élevage porteur pour l'avenir.

Quant à l'élevage villageois qui fournit de multiples biens et services, les populations nourrissent l'espoir qu'il va se développer notamment à travers la promotion des cultures fourragères intégrées aux systèmes de production agricole pluvial et irrigué.

Les populations ont une vision très optimiste du développement de l'embouche au vu de son caractère lucratif et des appuis multiples dont il bénéficie de la part des Partenaires et de l'Etat.

Visions sur les autres pratiques

La très large gamme des autres pratiques contribue à satisfaire de nombreux et divers besoins des populations locales. Leurs apports socioéconomiques ne sont pas aussi visibles que l'agriculture et l'élevage, néanmoins, ils sont tout aussi importants dans les dynamiques locales.

Ces pratiques sont sujettes à de nombreuses contraintes tout en offrant des opportunités pour le développement local.

Contraintes liées au développement des autres pratiques

La dégradation des conditions climatiques et les pressions anthropiques constituent les obstacles majeurs au développement des autres pratiques rurales. En effet les contraintes les plus citées sont :

- La poussée démographique
- Le manque d'entretien des ressources
- La dégradation progressive de l'environnement
- La disparition des espèces arborées et herbacées

- La diminution des ressources
- L'impunité des exploitants clandestins.
- L'insuffisance d'encadrement des pratiquants
- L'insuffisance d'organisations locale
- Le faible rendement de production
- Le développement des circuits informels
- Le faible appui extérieur pour la sécurisation des ressources.

Néanmoins des potentialités existent pour faire face à ces contraintes.

Opportunités des autres pratiques

Les autres pratiques présentent des opportunités qui peuvent permettre leur amélioration. Il s'agit notamment de :

- L'existence des ressources naturelles
- L'existence des bras valides et de savoir faire locaux
- L'existence des marchés pour l'écoulement des produits.
- L'existence des COFOB
- L'existence des Partenaires au développement

La valorisation de ces opportunités peu constituer un gage pour le développement des autres pratiques rurales.

Vision du développement des autres pratiques

Dans les 20 prochaines années, l'agriculture et l'élevage constitueront toujours les principales activités économiques des populations de la commune urbaine de Téra.

Néanmoins, les autres pratiques constitueront un complément socioéconomique important à travers le développement de l'emploi des jeunes et des femmes par la transformation et la commercialisation des « produits de la brousse ». Les autres pratiques constitueront ainsi des voies de diversification économique complémentaire à l'agriculture et l'élevage.

II. SYNTHESSES ET AXES D'INTERVENTION SUR LES DYNAMIQUES SOCIO FONCIERES

<i>Type d'indicateur</i>	<i>Indications Synthétique</i>	<i>Interprétation</i>	<i>Axes d'interventions</i>
Champs et environnement			
Extension des champs	L'extension des champs par l'ouverture de la brousse est quasiment impossible à Téra, hormis dans quelques villages en périphérie d'enclaves pastorales	La gouvernance des espaces partagés a limité les possibilités d'étendre les champs par la coupe des reliques forestière et le grignotage des enclaves pastorales.	Renforcer la sécurisation des ressources partagées (forêts, enclaves, couloirs) et assurer, par les COFO le contrôle de leur mise en valeur
Jachère	7/23 (soit 30%) des localités pratiquent la jachère sur une durée supérieure ou égale à 3 ans.	La jachère est reconnue comme étant de moins en moins pratiquée, mais existe encore. Ceci indique que les terres ne sont pas encore totalement saturées. Néanmoins la gestion de la fertilité est un problème récurrent dans 2/3 des villages.	Faciliter les séances d'animation sur les enjeux des différentes techniques de maintiens de la fertilité, dont le concept de jachère cultivée à vocation fourragère.
Dégradation des sols	La tendance à la dégradation des sols est reconnue aussi bien pour les champs que les aires de pâturage.	La nécessité d'intervenir en vue de diminuer la tendance de dégradation, de même que sur la récupération des terres déjà dégradée est une réalité.	Promouvoir les actions de CES/DRS, sur les terroirs les plus touchés

<i>Type d'indicateur</i>	<i>Indications Synthétique</i>	<i>Interprétation</i>	<i>Axes d'interventions</i>
Champs et sécurisation des ménages			
Nombre de champs et surfaces	La taille moyenne des champs est de 3,43 hectares.	La possession de deux champs en moyenne confirme que les populations peuvent opérer un certains choix lors de l'assolement.	Animer des réflexions sur les problèmes et enjeux liés au morcellement des champs. Animer des réflexions sur le type d'exploitation agricoles à promouvoir, de même que les activités non agricoles.
	Le nombre moyen de champs par ménage est de 2.17 champs.		
	La surface moyenne totale des champs par ménage est de 7,5 ha	La surface totale moyenne par ménage, indique que la génération actuelle peut trouver la majeure partie de ses besoins alimentaires dans les champs. Mais cette réalité ne sera plus la même pour la prochaine génération.	
Cultures de cases	Dans 96% villages (22/23) la pratique des cultures de case est généralisée.	La généralisation des cultures de case renseigne sur l'accès systématique des femmes au foncier. Néanmoins la croissance de la pression foncière risque fort de remettre en cause cette pratique, si les femmes ne sont pas mieux sécurisées.	Réfléchir sur les enjeux de sécuriser ou non des activités agricoles pour les femmes. Amorcer des réflexions sur la recherche et la promotion d'activités génératrices de revenus non liées aux seules cultures de cases.
Type de propriété	Les champs de famille sont généralisés dans 87 % des villages et quartiers (20/23)	Les relations familiales sont très « fortes » et structurantes des systèmes de production. L'individualisation du foncier n'est pas encore très développée, mais la tendance existe déjà.	Initier, à travers les COFO, des réflexions et sensibilisations sur les avantages et inconvénients d'une gestion familiale du patrimoine foncier en lien avec le développement du marché foncier.
	Les champs individuels sont généralisés dans 13% villages (3/23)		
	Aucun village n'a que des champs individuels		
Types de transaction	Les transactions foncières généralisées dans la commune de Téra sont : - le prêt à 40% - l'héritage 50% - la vente à 2% - la location à 0% - le gage à 4% - le don à 4%	Les transactions foncières sont principalement non marchandes et s'effectuent principalement au sein des familles. Néanmoins les conflits liés aux prêts et limites des champs confirment l'existence d'une pression foncière croissante.	Poursuivre la promotion des actes de sécurisation foncière émis par les COFO.

<i>Type d'indicateur</i>	<i>Indications Synthétique</i>	<i>Interprétation</i>	<i>Axes d'interventions</i>
Pratiques agricoles			
Cultures irriguées	22% des villages (5/23) déclarent faire du riz et 43% font les cultures irriguées (10/23)	Confirme l'existence d'un certain niveau d'intensification dans l'utilisation des espaces et ressources hydrauliques. La majorité de ces cultures sont à vocations commerciales.	Identifier les voies et moyens pour poursuivre l'intensification des cultures irriguées, dans une logique de sécurisation foncière des différents usagers et de sécurisation alimentaires des ménages.
Cultures pluviales	Dans 87% villages (20/23), 85% de la production du mil et du sorgho sont autoconsommés Les autres cultures pluviales (niébé, arachide, sésame), sont beaucoup plus destinées au marché	Le système de culture pluvial constitue la base de la sécurité alimentaire des familles. Néanmoins il rencontre de plus en plus de difficultés pour y parvenir, c'est pour il doit être largement soutenu en vue de faciliter son évolution	Promouvoir les techniques culturales (fertilisation, semence, culture attelée, agroforesterie, etc.) et économiques (warrantage, filière, micro crédit, etc.), en vue de mieux valoriser les surfaces cultivées, dans une logique de sécurisation alimentaire.
Pratiques d'élevages			
Effectif du cheptel	L'effectif moyen des cheptels par ménage (3 bovins, 4.13 ovins, 5.3 caprins, 02 asins)	L'élevage est la seconde composante de l'économie familiale après l'agriculture. Néanmoins la taille moyenne des troupeaux confirme la tradition agricole de la population de la commune de Téra.	Renforcer l'intégration de l'élevage et de l'agriculture dans une logique de diversification des sources de revenus
	L'effectif moyen de volaille par famille est de 5 poules et 5 pintades		
Mode de conduite	La moyenne de 17 villages sur 23 montre que 50% de bovins, 41% d'ovins et 34% de caprins vont en transhumance	La transhumance et l'embouche sont en pleine croissance contrairement à l'élevage villageois. Ceci peut découler d'une pression croissante sur les ressources fourragères locales.	Sécuriser les itinéraires de transhumance (accès, ressources, etc.) par le renforcement des capacités des éleveurs à négocier avec les autres collectivités territoriales. Renforcer l'organisation des acteurs des filières animales (embouche, lait, oeuf, etc...)

<i>Type d'indicateur</i>	<i>Indications Synthétique</i>	<i>Interprétation</i>	<i>Axes d'interventions</i>
Autres pratiques			
Autres pratiques	<p>La valorisation des ressources naturelles comprend des activités secondaires à l'agriculture et l'élevage pratiquées généralement pendant l'inter saison.</p> <p>Ces différentes pratiques contribuent à la dynamique communale aussi bien en terme de compléments alimentaires assez importants que d'apports d'intrants entrant dans le mode de vie des populations (artisanat, construction, etc.)</p>	<p>Les « autres pratiques » offrent de multiples services qu'il est important de sauvegarder. Elles sont néanmoins menacées par de multiples facteurs dont le principal est la mauvaise gouvernance des ressources partagées.</p>	<p>Il est nécessaire que la commune s'attelle à mieux connaître et à caractériser les autres pratiques afin d'accompagner leur développement en relation avec la dynamique rurale générale.</p>
Relations conflictuelles autour des champs			
Typologie des conflits	<p>Dans la commune de Téra les conflits ruraux sont liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 63% aux animaux, - 19% aux prêts - 16% aux limites de champs - 3% à l'héritage - 0% aux ventes - 0% à la location 	<p>La cohabitation de l'agriculture et de l'élevage tout comme les limites des champs sont les principales causes de conflit. Ceci indique un besoin de gestion et de marquage des espaces (couloirs, aires de pâturage, limites de champs...). Néanmoins les transactions mêmes non monétaires sont aussi source de conflit ce qui indique une érosion des bases de confiance entre les familles, ce qui indique aussi un besoin de faire recours à des transactions plus formelles.</p>	<p>Dans une logique d'intégration des différentes pratiques, contribuer à l'élaboration du SAF, par la clarification des vocations et des règles locales de mises en valeurs des différents espaces et ressources naturelles,</p>

CONCLUSION / RECOMMANDATION

L'analyse des contraintes, opportunités, potentialités et visions des différentes pratiques rurales permet à la commune urbaine de Téra d'identifier et de retenir les options de développement suivantes :

- (1) L'intégration rationnelle des différentes pratiques rurales permettra d'optimiser la gestion de l'espace (agro foresterie) et le renforcement mutuel des différentes pratiques (agro pastoralisme) ;
- (2) L'amélioration de la mobilisation, la gestion et la valorisation des eaux de surface et/ou souterraines permettra de maintenir et de développer prioritairement les productions agricoles ;
- (3) L'aménagement et la sécurisation des espaces partagés en vue de promouvoir les pratiques de mise en valeur des espaces et ressources naturelles qui complètent l'agriculture et l'élevage.

Un accompagnement efficient et efficace qui allie le renforcement des capacités des acteurs à la mise en œuvre des visions que les communes se sont définies constitue le principal défi à relever par les communes et leurs partenaires.

Le PDC propose les grands axes et principes d'intervention en faveur du développement communal. Le présent travail le complète spécifiquement dans sa dimension rurale. Néanmoins au fur et à mesure que la commune aura à sa disposition des informations complémentaires notamment sur les dynamiques pastorales, mais aussi sur les dimensions économiques des différentes pratiques, le plan d'intervention de la commune en matière de développement rural se précisera.

A l'issue de ce processus de concertation et d'analyse des différentes pratiques menées par les populations (lors de l'enquête publique, les restitutions, les enquêtes complémentaires, etc.), il revient à la commune d'élaborer et de vulgariser un plan de mise en œuvre des différents axes retenus.